



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°32 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : L'Afghanistan et la Kazakhstan cherchent à renforcer leur commerce bilatéral ;
- ❖ **Bangladesh** : La Banque centrale relève son taux directeur à 10% ;
- ❖ **Bhoutan** : Les enjeux du marché de l'emploi bhoutanais ;
- ❖ **Inde** : Cessions de titres d'Etat par les non-résidents ;
- ❖ **Maldives** : Vers des mesures d'austérité dans le budget 2025 ?
- ❖ **Népal** : Estimation des conséquences économiques des inondations de septembre ;
- ❖ **Pakistan** : Participation de la délégation pakistanaise aux assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Washington ;
- ❖ **Sri Lanka** : Le budget 2025 ne sera pas présenté avant février ou mars.

À RETENIR

-1%

Impact estimé des inondations sur le PIB du Népal

Afghanistan

L'Afghanistan et la Kazakhstan cherchent à renforcer leur commerce bilatéral

A la suite de la rencontre entre le vice-Premier ministre du Kazakhstan et des représentants du régime chargé du commerce en Afghanistan, les deux pays ont signé une feuille de route visant à accroître leurs échanges bilatéraux à 3 Mds USD, pour un volume d'échange qui s'inscrit aujourd'hui aux alentours de 1 Md USD.

La feuille de route inclut la participation du Kazakhstan à la construction de deux autoroutes en Afghanistan, et le développement d'échanges commerciaux dans l'industrie chimique, ainsi que l'augmentation des exportations de fertilisants kazakhs vers l'Afghanistan. Le vice-Premier ministre kazakh a également exprimé son intérêt pour utiliser le corridor trans-afghan (Mazar-I-Dharif-Kaboul-Peshawar), reliant les ports de Karachi et Gwadar au Pakistan, afin de faciliter les échanges commerciaux.

Cet accord s'inscrit dans une série d'ententes régionales, notamment avec l'Ouzbékistan, visant à renforcer l'intégration économique de l'Afghanistan et à diversifier ses partenaires commerciaux, le Pakistan restant à ce jour son principal partenaire.

Bangladesh

La Banque centrale relève son taux directeur à 10%

Le 22 octobre, la Bangladesh Bank a annoncé la hausse de son taux directeur de 9,5% à 10%. Il s'agit de la troisième augmentation depuis l'entrée en fonction du nouveau Gouverneur de la Banque centrale, Ahsan H. Mansur, en août dernier. Préalablement à sa nomination, le taux directeur était fixé à 8,5%.

Malgré des hausses fréquentes des taux, l'inflation reste élevée à 9,92 % en septembre, tout en étant légèrement en baisse en glissement mensuel. Les prix à la consommation au Bangladesh sont aujourd'hui principalement influencés par des facteurs internes, notamment des manipulations de marché dans la vente au détail et des pratiques d'extorsion dans la chaîne d'approvisionnement.

Les recettes fiscales en baisse au premier trimestre de l'année fiscale

Le National Board of Revenue (NBR), représentant l'administration fiscale bangladaise, a collecté 710 Mds BDT (5,5 Mds EUR) de recettes fiscales entre juillet et septembre 2024, enregistrant une contraction de 6% en glissement annuel. Ces chiffres représentent un déficit d'environ 255 Mds BDT (2 Mds EUR) par rapport à l'objectif gouvernemental pour ce trimestre. La collecte de la TVA, principale source de revenus pour le gouvernement, a enregistré une baisse de 10 % en glissement annuel, s'établissant à 256 Mds BDT (2 Mds EUR).

Cette nette diminution des recettes s'explique principalement par l'instabilité politique et économique du pays, notamment à la suite du renversement du gouvernement en août et aux nombreuses manifestations en septembre. La baisse des importations constitue également un facteur clé du déficit de recettes, avec une chute de plus de 13 % des règlements de lettres de crédit en glissement annuel au cours des deux premiers mois de l'exercice 2025.

L'administration fiscale espère collecter 4800 Mds BDT (37,3 Mds EUR) en recettes d'ici la fin de cet exercice fiscal, soit un objectif en hausse de 25% par rapport au budget précédent. Le gouvernement intérimaire a annoncé qu'il ne réduirait pas cet objectif, fixé par le régime précédent.

Les manifestations dans les usines auraient coûté environ 400 M USD au secteur textile

Selon la *Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association* (BGMEA), les manifestations des travailleurs dans le secteur textile auraient entraîné des pertes de production d'environ 400 M USD en septembre et en octobre.

La BGMEA indique que certaines commandes ont été redirigées vers des pays concurrents en raison des tensions sociales, principalement Inde, Pakistan, Sri Lanka et Vietnam. Ces transferts de commandes représenteraient 5 à 6% des exportations du pays, soit un manque à gagner de 2 Mds USD.

Néanmoins, la situation se serait stabilisée aujourd'hui et les commandes commenceraient à revenir à la normale, notamment en raison d'une hausse de la demande aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne.

Plus d'un tiers des audits dans le secteur textile révèlent des violations de la réglementation liée aux horaires de travail et aux salaires

D'après un rapport de QIMA, une société spécialisée dans les contrôles qualité, environ 37% des audits effectués dans les usines textiles du Bangladesh entre janvier et septembre 2024 ont mis en évidence des violations graves concernant les horaires de travail et les salaires. Ce taux contraste avec ceux enregistrés en 2022 et 2023, qui étaient respectivement de 9% et 17%. À l'échelle mondiale, 16% des audits ont relevé

des violations similaires sur la même période, tandis que la Chine et le Vietnam affichaient des taux de 20% et 11% respectivement.

Les données de QIMA révèlent que la demande d'inspections par les acheteurs mondiaux au Bangladesh n'a augmenté que de 3% au troisième trimestre 2024. En revanche, la demande a fortement progressé chez ses concurrents, avec une hausse de 25% en Chine, 49% au Vietnam et 65% en Inde.

Depuis la chute du gouvernement de la Ligue Awami en août, de multiples manifestations ont éclaté au sein des usines de l'industrie de l'habillement. Les revendications visent essentiellement à améliorer les conditions de travail, en particulier l'obtention d'une augmentation du salaire minimum à 25 000 BDT (209 USD). Le 22 septembre, les manifestants ont soumis leurs dix-huit revendications au ministère du Travail et de l'Emploi, incluant la restructuration du Minimum Wage Board, le paiement des arriérés de salaires et l'extension du congé maternité. Une réunion tripartite entre les travailleurs, les propriétaires d'usines et le gouvernement a été organisée, au cours de laquelle seize points auraient été résolus. Cependant, les manifestations ont persisté en raison de retards de paiement des salaires mais semblent désormais s'apaiser.

Bhoutan

Les enjeux du marché de l'emploi bhoutanais

Le rapport trimestriel sur la situation du marché du travail, la *Labour Force Survey*, met en évidence une prédominance des travailleurs peu ou non qualifiés sur le marché du travail bhoutanais. Parmi les 380 000 actifs sollicités lors du sondage, 35% n'ont pas reçu d'éducation formelle, 14% ont un niveau d'instruction secondaire et 14% un niveau primaire. En revanche, seulement 7,3% de la population active employée détient un diplôme de l'enseignement supérieur. A l'instar d'autres pays de la région, le marché du travail présente également une caractéristique duale, avec un secteur urbain dont le taux d'emploi est plus élevé, contrastant avec le secteur rural, qui concentre une part importante de travailleurs peu qualifiés (44,6%).

Ces indicateurs illustrent un déséquilibre croissant entre le système éducatif et les exigences du marché de l'emploi. Alors que les politiques éducatives mettent l'accent sur l'expansion de l'enseignement supérieur et ses offres de formation, une proportion croissante des emplois disponibles dans des secteurs tels que l'agriculture ou la construction ne requièrent pas de qualification élevée. Le nombre élevé de travailleurs peu ou pas qualifiés dans les zones rurales met en évidence un problème d'inégalité systémique. L'accès limité à l'éducation formelle dans de nombreuses communautés rurales, associé aux pressions économiques qui contraignent de nombreux enfants à quitter l'école prématurément, enferme la main-d'œuvre rurale dans des emplois peu qualifiés et peu rémunérateurs, disposant d'une faible création de valeur ajoutée pour l'économie bhoutanaise.

Ces chiffres contrastent également avec la stratégie du Bhoutan énoncée dans son 13^{ème} Plan quinquennal, qui met l'accent sur l'employabilité des jeunes, à travers la création d'emplois de services et le développement de l'accès à l'enseignement supérieur, d'autant plus que les flux migratoires concernent principalement les jeunes hommes qualifiés, qui partent faute d'avoir trouvé un emploi qualifié.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Cessions de titres d'Etat par les non-résidents

Au cours des deux dernières semaines, les non-résidents ont procédé à des cessions de titres d'Etat, à hauteur de 200 M USD et 104 M USD dans le cadre de la *Fully Accessible Route*, spécialement réservée aux non-résidents. Ces cessions représentent les premières depuis le mois de juin, date du démarrage de l'inclusion des obligations d'Etat indiennes dans l'indice JP Morgan. Ces dégagements traduisent la relative déception des intervenants de marché, qui anticipaient une baisse imminente des taux directeurs de la RBI, laquelle ne devrait pas être initiée avant le début de l'année prochaine (cf. *infra*). Les investisseurs non-résidents anticipent également une moindre inclination de la Banque centrale américaine à poursuivre rapidement la séquence d'assouplissement monétaire entamée en septembre. Des prises de bénéfices ont également pu être effectuées, compte tenu de gains antérieurs de l'ordre de 8%.

Poursuite des cessions d'actions par les non-résidents

Les gestionnaires de portefeuille non-résidents ont également procédé à des ventes de titres à revenu variable, quant à elles massives au cours des trois premières semaines d'octobre. Les cessions d'actions ont même dépassé le montant atteint en mars 2020, lorsque les non-résidents avaient effectué des prises de bénéfices au moment du déclenchement du Covid. En mars 2020, les ventes d'actions avaient atteint 620 Mds INR (8,6 Mds USD) ; au cours des trois premières semaines d'octobre, elles atteignent 830 Mds, soit 10 Mds USD. Ces cessions expliquent la pression sur le cours de change et les interventions massives de la RBI, dont les réserves ont reculé de près de 14 Mds USD entre le 4 octobre et le 18 octobre.

Faible probabilité de baisse des taux directeurs lors du prochain MPC de décembre

Lors d'une déclaration effectuée dernièrement, le Gouverneur Das a clairement indiqué qu'une baisse des taux directeurs lors du prochain MPC de la RBI, en décembre, serait prématurée et très risquée. Le Gouverneur s'appuie sur le fait que la croissance est résiliente (cf. *infra*) et que la RBI n'est clairement pas en retard par rapport aux évolutions du cycle « *We are not behind the curve* ». Pour rappel, consécutivement à des tensions alimentées par la hausse des prix alimentaires et à la dissipation des effets de base favorables de juillet-août, l'indice des prix à la consommation a enregistré un rebond en septembre, à 5,49 %, appelé à se poursuivre en octobre, alors que le MPC considère qu'un assouplissement monétaire n'est possible que si l'indice des prix converge vers le centre de la cible. Les minutes du MPC traduisent cependant une divergence entre ses membres dans l'analyse qu'ils se font de la situation, le Docteur Nagesh Kumar (nouvellement nommé) considérant qu'il existe une « tendance se faisant jour, reflétant un ralentissement de l'économie indienne », notamment sur la base des dernières enquêtes de la RBI ; à rebours, les autres membres considèrent que les perspectives de croissance de l'économie indienne demeurent stables, à 7,2 % et 7,1 % en 2024/2025 et 2025/2026.

Maintien des prévisions de croissance de la RBI

Sur la base des dernières informations publiées par la Banque centrale, notamment les minutes du dernier Conseil de Politique Monétaire (MPC) et le Bulletin mensuel, la trajectoire de croissance économique devrait demeurer intacte, tirée notamment par la consommation des ménages et l'investissement. Les autorités monétaires s'appuient notamment sur l'hypothèse d'une poursuite de la dynamique d'investissement public, conformément aux dépenses budgétées par l'Etat fédéral et les Etats fédérés, ainsi que sur l'amélioration de la demande des ménages ruraux, en lien avec une campagne agricole *a priori* satisfaisante. L'investissement privé devrait rebondir, en liaison avec les dépenses d'investissement public, l'amélioration de la confiance des ménages et des chefs d'entreprise, ainsi qu'avec le retour à des bilans assainis, tant des banques que des entreprises. La Banque centrale a donc maintenu ses projections de croissance à 7,2 % pour l'exercice en cours, dont l'évolution séquentielle est de 7,0 % au T2, 7,4 % aux T3 et T4 2024/2025.

Maintien du poids prépondérant de la Russie dans les importations de pétrole indiennes

Les importations de pétrole russe par l'Inde ont augmenté de 2,5 % au cours du premier semestre 2024/2025 (avril-septembre) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La Russie a conforté sa position de premier fournisseur, avec 39 % des livraisons, devant l'Iraq (18 %), l'Arabie saoudite (13 %) et les Emirats Arabes Unis (8 %). Les Etats-Unis représentent 5,5 % des livraisons de pétrole à l'Inde.

Le rythme soutenu des importations de pétrole russe par l'Inde s'explique par la décote consentie par la Russie, elle-même imputable à la relative stabilité des cours du brut, qui malgré les tensions au Moyen-Orient a reculé de 2% depuis le début de l'année. Pour rappel, avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, la Russie représentait moins de 1 % des importations de pétrole effectuées par l'Inde.

Maldives

Vers des mesures d'austérité dans le budget 2025 ?

A quelques jours de la présentation du Budget, le Président, élu il y a près d'un an, vient d'annoncer des mesures visant à réduire les dépenses publiques, qui seraient prises au cours des deux années à venir. Des réductions de salaires de 10% seraient appliquées à certains fonctionnaires placés à des « positions politiques » et à la plupart des salariés d'entreprises publiques, hors ceux du secteur bancaire.

Refinancement d'un prêt chinois lié à la détérioration de la situation financière du pays

Afin de desserrer l'étau d'une dette publique devenue insoutenable, le gouvernement vient de refinancer 75 M USD sur un prêt de 378 M USD contracté auprès de la China Exim Bank pour la modernisation de l'aéroport de Malé. La période de remboursement s'étalera sur six ans avec une période de grâce de trois ans. Les intérêts sur la période atteindront 3,3 M USD.

Atermoiements sur la gestion de la dette du pays

Reuters avait révélé en octobre dernier que les Maldives avaient choisi Centerview Partners (société américaine) pour les conseiller sur la dette du pays, compte tenu de sa situation financière difficile. Le nouveau ministre des Finances vient de déclarer à la presse que ce contrat, d'un montant mensuel de 55 000 USD, avait finalement été annulé dans le cadre des efforts de réduction des dépenses publiques.

Népal

Estimation des conséquences économiques des inondations de septembre

Les fortes précipitations observés fin septembre au Népal ont eu des répercussions sévères sur l'économie népalaise, affectant environ un tiers des districts du pays. Ces inondations ont causé des dommages importants sur les infrastructures du pays, perturbant notamment l'approvisionnement en eau. De plus, seize centrales

hydroélectriques, fournissant une capacité de 670 mégawatts d'électricité, ont été gravement endommagées, de même que des lignes de transmission essentielles, aggravant la paralysie du secteur énergétique.

Les pertes économiques estimées dépassent les 126,7 M USD, dont 44,7 M USD concernant uniquement le secteur agricole. L'agriculture représentant 25% du PIB népalais en 2023/24, les perturbations dans ce secteur devraient entraîner une hausse des importations de denrées alimentaires, aggravant ainsi le déficit commercial du pays. Le secteur de l'énergie aurait subi des pertes estimées à 30 M USD, ce qui pourrait contraindre le Népal à accroître ses importations d'électricité en provenance de l'Inde pour pallier la baisse de production hydroélectrique. Par ailleurs, le secteur touristique, également touché par les inondations, pourrait accentuer la pression sur les finances publiques.

Au total, les estimations données par les autorités népalaises indiquent un effet récessif sur le PIB népalais de 1 point de pourcentage, soit une perte de 424,7 M USD. Ce manque à gagner devrait affecter les prévisions de croissance économique, qui étaient estimées à 4,9% selon les dernières projections de la Banque Asiatique de Développement.

Le Népal élabore une taxonomie verte

La Banque centrale népalaise, Nepal Rastra Bank, œuvre à l'intégration des considérations climatiques dans les décisions d'investissement des banques et des institutions financières. Dans son rapport *Nepal Green Finance Taxonomy 2024*, la NRB a présenté les directives de sa nouvelle taxonomie verte : (i) clarifier les critères d'investissement dans les projets verts, (ii) prévenir le *greenwashing*, (iii) attirer des investissements étrangers vers des projets durables et (iv) créer des emplois verts au sein des banques et institutions financières. Ce cadre conceptuel a été élaboré avec le soutien de la Banque mondiale.

Le rapport souligne l'importance de la taxonomie verte pour mobiliser et stimuler les investissements nécessaires aux atteintes des objectifs de développement durable. Selon les estimations, le Népal nécessiterait 77 Mds USD pour mettre en œuvre les politiques et infrastructures nécessaires à l'atteinte des objectifs de neutralité carbone d'ici 2030. Le gouverneur de la NRB, Maha Prasad Adhikari, a affirmé que le secteur financier devait jouer un rôle de premier plan dans la réalisation des objectifs nationaux en matière de climat, en mettant l'accent sur le développement d'une économie à faible émission carbone et en accompagnant le pays dans sa transition vers une économie verte.

Pakistan

Participation de la délégation pakistanaise aux Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Washington

A l'occasion des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se tenaient cette semaine à Washington, la délégation pakistanaise conduite par le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb, a participé à différentes séquences avec la direction du FMI, ainsi qu'à des rencontres avec des investisseurs. Muhammad Aurangzeb s'est aussi entretenu en format bilatéral avec Brent Nieman, Assistant Secretary du Trésor américain.

Lors de ses interventions, le ministre des Finance pakistanais a rappelé les priorités du nouveau programme du FMI (facilité élargie de crédit de 7 Mds USD), insistant sur l'élargissement des assiettes fiscales, la réforme du secteur de l'énergie et la privatisation des entreprises publiques. Sur l'énergie, le ministre a déclaré que les négociations visant à un réaménagement (« *reprofiling* ») de la dette vis-à-vis des IPP chinois étaient « encourageantes » - il s'agit d'étendre la durée des prêts chinois dans le secteur de l'énergie pour disposer de marges budgétaires permettant de réduire le coût de l'électricité. Sur le volet des entreprises publiques, le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement s'était fixé l'échéance de novembre pour finaliser la privatisation de la compagnie aérienne nationale PIA, ainsi que l'externalisation de la gestion de l'aéroport d'Islamabad.

Enfin, le ministre des Finances a annoncé que le Pakistan avait officiellement effectué une demande de soutien auprès du FMI à hauteur d'1 Md USD, dans le cadre du de la Facilité pour la Résilience et la durabilité (FRD) - *Resilience and Sustainability Trust* (RST) – qui offre un financement abordable et à long terme permettant à des pays engagés dans des réformes de réduire les risques pour la stabilité future de leur balance des paiements, notamment ceux liés au changement climatique et aux pandémies.

Amélioration du compte courant au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2025

Selon les données de la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan – SBP), la croissance du premier trimestre de l'exercice budgétaire 2025 (pour mémoire, juillet 2024-juin 2025) s'est établie à 2,71%, contre une croissance de 2,1% au T1 2024.

Le déficit du compte courant s'est établi à 98 M USD au T1 2025, contre un déficit de 1,2 Md USD au cours de la même période en 2024. En septembre, le compte courant a enregistré un excédent de 119 M USD, après un léger excédent de 29 M USD en août et un déficit de 162 M USD en juillet.

Au T1 2025 :

- Le déficit commercial s'est établi à 5,4 Mds USD, en hausse de 4,24 % par rapport au T1 2024.
- Les transferts de travailleurs expatriés ont atteint le niveau record de 8,8 Mds USD (en augmentation de 38,8 % par rapport au T1 2024).
- Les IDE ont connu une augmentation de 17% en g.a. Le Pakistan a attiré 771 M USD d'IDE chinois et des Etats du CCEAG.

Les réserves de change détenues par la Banque centrale ont augmenté de 215 M USD le 11 octobre 2024 (dernières données publiées). Le total des réserves de change détenues par la SBP s'élevait à 11,5 Mds USD, ce qui correspond à 2,5 mois de couverture des importations.

Résultats contrastés en matière de production LSM (*Large Scale Manufacturing*)

En août 2024, l'Indice de production LSM (*Large Scale Manufacturing*) a enregistré une hausse de 4,68% par rapport à juillet, mais il se contracte de 2,65% en g.a., marquant la plus forte baisse en dix mois.

Par rapport à juillet-août 2023-24, la production en juillet-août 2024-25 a augmenté de 0,32 % dans le secteur alimentaire, de 0,64% dans le secteur textile-habillement, de 0,11 % dans la production chimique, de 0,39 % dans la construction automobile et de 0,06 % dans le secteur du tabac.

Elle a en revanche diminué de 1,85 % dans la métallurgie et dans la fabrication des meubles, de 1,1% dans l'industrie du ciment, de 0,63% dans les équipements électriques et de 0,10% dans la pharmacie.

Exportations textiles : début de redressement sur fonds d'incertitudes sectorielles

Les exportations de textile et de vêtements ont enregistré une hausse de 9,51% au cours du T1 2025. Les exportations ont fortement repris en août et septembre, croissant de 13 % et 18 % respectivement, après avoir enregistré une contraction de 3,0 % en juillet dernier, sans doute en lien avec le report en fin de période des importateurs étrangers vers des fournisseurs autres que le Bangladesh.

A l'ouverture du salon Texpo, l'exposition textile de Karachi, les analystes du secteur annonçaient que la hausse des exportations textiles risquait d'entraîner un surcroît d'importations par rapport aux années précédentes, compte tenu (i) des mauvais résultats de la récolte de coton de l'année 2024 ; (ii) des difficultés de l'industrie en amont du secteur. En effet, la production de fils de coton (-30% en g.a.) et de tissus de coton (-20% en g.a.) a atteint en 2023-2024 son niveau le plus faible depuis vingt ans.

En outre, les experts sont partagés sur la pérennité de la relance des exportations du secteur, les bons résultats des exportations textiles pouvant résulter des effets d'aubaine liés à la crise au Bangladesh ; par ailleurs, la pression fiscale qui pèse sur la filière pourrait entraîner une baisse des exportations du fait d'une nouvelle dégradation de compétitivité.

Les États-Unis cherchent à obtenir un statut de créancier privilégié dans le projet Reko Diq

L'US-Eximbank se positionne pour un prêt de 1 à 1,5 Md USD, dans le cadre du projet minier Reko Diq, à condition d'obtenir le statut de créancier privilégié qui lui permettrait d'être remboursée en priorité en cas de défaut souverain et de restructuration de la dette. Jusqu'à là, ce statut n'a jamais été accordé à d'autres créanciers et cette demande pourrait constituer un précédent, le Pakistan hésitant à accorder ce statut réservé aux institutions financières multilatérales.

Dans son dernier Rapport, la Banque centrale met en avant les défis structurels auxquels le Pakistan fait face

Le Gouverneur de la Banque centrale a déclaré que « le Pakistan devrait bénéficier de la baisse de l'inflation dans les économies avancées, tandis que la croissance économique mondiale devrait rester stable. Si les prix mondiaux de certaines matières premières peuvent être exposés à des risques orientés à la hausse du fait des tensions géopolitiques, les cours des matières premières devraient rester faibles. Le déficit courant devrait être contenu dans une fourchette allant de 0 à 1 % du PIB au cours de l'exercice 2024/2025 ».

Le rapport note que l'inflation moyenne devrait tomber en dessous de la projection faite en juin 2024 de 11,5 à 13,5 % au cours de l'exercice 2024/2025. En revanche, le rapport de la SBP considère « que la baisse des investissements dans un contexte de faible épargne, d'environnement commercial défavorable, de manque de recherche et développement et de faible productivité, ainsi que les risques liés au changement climatique, continuent de limiter le potentiel de croissance de l'économie ».

Rapport de la BAsD : les conditions de vie dans les villes pakistanaïses pourraient se dégrader progressivement en raison de l'urbanisation croissante et des infrastructures insuffisantes

La Banque Asiatique de Développement souligne dans son « *Pakistan National Urban Assessment Report* » (i) que la plupart des centres urbains au Pakistan ne disposent pas d'un centre-ville conçu pour accueillir et encourager les activités économiques, sociales et culturelles ; (ii) que les espaces verts disparaissent des quartiers populaires pour se concentrer dans les seules zones réservées à la classe moyenne supérieure. La population urbaine devrait passer de 36 à 40 % du total du pays d'ici 2030. De 2000 à 2022, la population de Karachi a quasiment doublé, celle de Lahore a augmenté de 138 %. La BAsD préconise d'atténuer la pression démographique sur ces deux villes (i) en développant des centres urbains alternatifs et (ii) en améliorant les opportunités socio-économiques et les conditions de vie dans les zones rurales ou semi-rurales.

Sri Lanka

Le budget 2025 ne sera pas présenté avant février ou mars

Le nouveau Président a annoncé que le projet de budget 2025 serait présenté en février ou mars 2025 et qu'il contiendrait des augmentations de salaires des employés du secteur public, des allocations pour les écoliers et un accroissement des soutiens aux communautés défavorisées et handicapées.

L'Inde aurait automatiquement prorogé un *swap* accordé à Sri Lanka

Afin d'éviter un défaut de paiement du pays et de soutenir son processus de stabilisation économique, l'Inde aurait automatiquement prorogé un *swap* accordé à Sri Lanka : le montant du *swap* venant à échéance mi-octobre atteignait, selon la presse sri-lankaise, 1,7 Md USD accordé par l'Inde dans le cadre du mécanisme de l'Union asiatique de compensation (ACU) et de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR).

Sri Lanka candidat aux BRICS

Lors du sommet du groupe, qui s'est tenu à Kazan (Russie) du 22 au 24 octobre, Sri Lanka a annoncé son souhait d'adhérer à l'organisation et devenir membre de la New Development Bank créée par ses membres en 2015. Par ailleurs, le gouvernement sri-lankais a approuvé un accord conclu en novembre 2021 visant à faciliter les activités commerciales avec la Russie grâce à des « procédures douanières transparentes et prévisibles ».

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC+	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC-	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr